



« C'est la faim qui fait crever, ce n'est pas la maladie ! » Travailleuses agricoles entre le marteau de la précarité et l'enclume de la COVID 19 : impacts et stratégies d'adaptation

Zhour Bouzidi ¹, El Hassane Abdellaoui ²

¹ Université Moulay Ismail, ²Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès. Contact : z.bouzidi@umi.ac.ma

Résumé

La crise sanitaire a généré une plus forte exposition médiatique du combat des travailleuses agricoles souvent invisibles et absentiées du débat et des politiques publiques. C'est en temps de crise que le rôle de ces actrices oubliées des systèmes de production agricole devient visible, mais cela n'implique pas une reconsidération de leurs conditions socio-économiques. Les travailleuses et travailleurs agricoles sont pourtant essentiels et responsables de nos approvisionnements alimentaires. Le présent papier se propose d'analyser l'impact de la COVID 19 sur la situation socio-économique des ouvrières agricoles dans les plaines du Saiss et du Gharb et les stratégies d'adaptation que ces femmes ont mobilisées pour y faire face. La crise sanitaire a produit de nombreux impacts sur le quotidien des travailleuses agricoles et celui de leurs familles. Néanmoins, la grande majorité des femmes interrogées ont continué à travailler dans un environnement chargé de risques et d'incertitudes. La réduction de l'offre d'emploi, le risque constant de contamination, la stigmatisation, les difficultés de subvenir aux besoins de la famille ont généré des problèmes d'ordre économique et psychologique. Le travail agricole demeure la seule source de revenu en absence d'autres alternatives. En revanche, les ouvrières mobilisent, en dépit de la précarité, diverses formes d'adaptation pour assurer leur survie et celle de leur famille. Mettre en lumière ces capacités d'adaptation et de résilience permet de repenser le rôle et les conditions de travail de cette catégorie oubliée du développement et des politiques publiques.

Mots clés : COVID 19, travailleuses agricoles, stratégies, adaptation, résilience, impact, plaine du Saiss, Gharb.

Introduction

En juin 2020, les statistiques du ministère de la santé affichent une augmentation soudaine et exponentielle des nouveaux cas de contamination au coronavirus au Maroc avec plus de 800 cas en une seule journée. La situation semblait pourtant jusque-là maîtrisée avec les mesures mises en place depuis l'apparition des premiers cas de COVID 19 au Maroc en mars 2020 (Saih, 2020). L'origine de ce pic provient d'un cluster de transmission à Lalla Mimouna dans la zone côtière du Gharb dans trois grandes unités de production et de transformation de fruits rouges.

Ces dernières emploient une main d'œuvre essentiellement féminine. Un hôpital de campagne a été installé dans la zone et des mesures d'isolement ont été mises en place dans les villages de provenance de ces travailleuses agricoles. Le 22 juillet 2020, le communiqué du procureur du Roi auprès du tribunal de la première instance de Souk Larbaa du Gharb dévoile de nombreux manquements aux normes et gestes sanitaires décrétés par les autorités publiques pour enrayer la pandémie. Les responsables des trois unités et les transporteurs ont été poursuivis pour violation de l'article 4 de la loi relative à l'état d'urgence sanitaire (Bellarbi, 2020).

Si les situations de pandémie confrontent les travailleurs à des risques socio-économiques et psychologiques avérés, leur impact est encore plus fort sur les catégories sociales les plus vulnérables notamment parmi celles du secteur informel. La pauvreté, la raréfaction des offres d'emploi et l'absence de droits sociaux les fragilisent davantage et les exposent à la nécessité impérieuse d'une recherche quotidienne d'un gagne-pain. Les

conditions précaires des travailleurs du secteur informel se retrouvent ainsi exacerbées par la survenue souvent brutale d'une pandémie telle que la Covid 19. La situation des travailleurs agricoles est particulièrement mitigée du fait que le secteur agricole n'est pas comptabilisé comme un secteur informel et pourtant la majorité des ouvriers et ouvrières ne sont pas déclarés et travaillent sans contrat ou couverture sociale, à l'exception de la main d'œuvre permanente recrutée par les grands domaines capitalistes.

Confrontés au dilemme de choisir entre la sécurité sanitaire et le maintien de l'activité économique, le compromis peut être douloureux pour les États. Tel est le cas de l'État marocain qui a privilégié dès le début le confinement généralisé pour limiter le risque d'une expansion démesurée et non maîtrisable de la COVID 19. La forte virulence de cette pandémie a donc imposé un confinement de plus de trois mois et un gel de l'activité économique à grande échelle.

Ce choix s'est opéré au détriment de l'activité économique qui s'est retrouvée visiblement ralentie. Or, en dépit des efforts de la population pour respecter le confinement, cette mesure n'a pas été facile à mettre en œuvre dans les quartiers populaires et les zones agricoles où se concentre une main d'œuvre précaire vivant globalement dans l'informalité et la quête constante d'un revenu journalier médiocre et instable mais indispensable pour leur survie.

Tel est le cas du salariat agricole qui a été ainsi touché de plein fouet d'abord par les séquelles de la sécheresse qui a caractérisé la campagne agricole 2019-2020 et ensuite par la crise sanitaire. Les ouvrières agricoles, particulièrement précaires, se trouvent affectées par ces crises fréquentes dans le milieu rural (Bouzidi, 2011 ; Arab et Bouzidi, 2020).

Le travail agricole expose ces femmes à de nombreuses formes de violences : physique, verbale, psychologique, sexuelle (Arab, 2018). Objets d'invisibilité, les ouvrières sont pourtant au centre des systèmes de production agricoles les plus intensifs et les moins respectueux de l'environnement (Hellio, 2008). La précarisation s'accroît davantage quand les femmes se heurtent au risque de la COVID 19 et se retrouvent ainsi doublement marginalisées sans protection ni contrat ni droits sociaux (Bouzidi, 2020 ; Bouzidi et Arab, 2020, Arab et Bouzidi, 2020).

D'une part, celles-ci doivent composer avec la réduction voire l'absence d'opportunités d'emploi et les risques sous-jacents au travail. D'autre part, elles sont appelées à subvenir aux besoins de base de leurs familles pauvres en absence de possibilité d'avoir accès à l'aide publique conditionnée par l'affiliation à la CNSS (Caisse Nationale de la Sécurité Sociale) ou au système RAMED (Régime d'Assistance Médicale aux Économiquement Démunis) fondé sur les principes de la solidarité nationale et l'assistance sociale aux plus pauvres.

Par ailleurs, dans ce contexte de crise pandémique et d'incertitude quant aux conditions du travail et la crainte quotidienne d'être contaminé par le virus, il est important de montrer comment ces ouvrières agricoles ne subissent point passivement leur situation mais, au contraire, mobilisent des stratégies d'adaptation en vue de surmonter leurs contraintes psychologiques, sociales et économiques afin de continuer à survivre voire à faire vivre leurs familles (Arab et Bouzidi, 2020). C'est dans cette perspective que le présent article se propose d'analyser l'impact de la crise sanitaire sur les ouvrières agricoles et les stratégies qu'elles déploient pour survivre à cette pandémie.

L'objectif de notre étude est double. Il s'agit d'abord non seulement de rendre visibles ces femmes ouvrières, en dévoilant leurs conditions

socioéconomiques manifestement très critiques (Bouzidi et al., 2011). Il est ensuite question de témoigner de leur présence active et nécessaire pour la pérennité des exploitations agricoles particulièrement dans un contexte de crise sanitaire où la sécurité alimentaire risque d'être grandement compromise. Et c'est à cet égard que les politiques publiques sont invitées à repenser le statut juridique du travail agricole en général et celui des ouvrières agricoles en particulier afin que ces dernières soient mieux reconnues dans leurs droits humains (respect, dignité, salaire convenable, sécurité sociale, retraite...). Ces ouvrières agricoles sont en effet des actrices indispensables dans l'économie agricole et les dynamiques des territoires ruraux et périurbains.

Méthode

Pour analyser l'impact de la crise sanitaire sur les ouvrières agricoles et les stratégies qu'elles mobilisent pour y faire face, nous avons opté pour une démarche qualitative qui s'appuie sur deux phases. La première a consisté à réaliser des entretiens semi-directifs auprès de 60 femmes ouvrières agricoles dans les plaines du Saïss et du Gharb, deux régions qui connaissent une forte dynamique agricole et une attractivité de la main d'œuvre permises par l'irrigation et l'intensification de l'agriculture. Nous nous sommes intéressées à la catégorie d'ouvrières agricoles dans sa diversité en tenant compte de l'âge, du statut matrimonial, du parcours, de l'expérience sociale, et des activités agricoles exercées (maraîchage, arboriculture, fruits rouges, etc.) et aussi de la mobilité (ouvrières travaillant au Maroc, ouvrières insérées dans une dynamique de migration circulaire entre le Maroc et l'Espagne).

Ces enquêtes s'inscrivent dans le cadre d'un projet de recherche coordonné par le premier auteur et financé en 2020 par le CNRST (Centre National de Recherche Scientifique et Technique). Les entretiens ont commencé dès le mois de mars 2020 (début du confinement) à travers des entretiens téléphoniques avec des femmes ouvrières avec lesquelles nous avons déjà travaillé dans le cadre de recherches antérieures conduites depuis 2008¹. Les entretiens en face à face ont continué depuis le déconfinement en juillet 2020 jusqu'en janvier 2021. Une dizaine d'entretiens ont été également conduits avec les employeurs, les syndicats agricoles, les gérants d'exploitations pour caractériser les stratégies mises en œuvre en matière de recrutement et de protection des droits des ouvriers.

Dans la perspective d'approfondir nos entretiens, nous avons effectué des récits de vie auprès de 15 ouvrières sélectionnées parmi les 60 en fonction de la diversité de leurs parcours et des stratégies d'adaptation qu'elles mettent en œuvre pour composer avec la crise sanitaire. Les récits de vie ont été conduits durant le mois de février 2021 et ont nécessité plusieurs passages chez la même personne pour collecter le maximum d'informations et répondre à nos questions sur : 1) à quel moment et comment ces ouvrières agricoles ont-elles pris connaissance de la covid 19 ; 2) Quel était l'impact du coronavirus sur leur situation socio-économique ; et 3) dans quelle mesure ces femmes ont pu gérer le risque socio-économique associé à la COVID 19 ?



Photo 1. Cueillette des prunes par des ouvrières dans la région d'El Hajeb (photo de Z. Bouzidi , 2018)

¹ Le premier auteur a déjà coordonné deux projets de recherche sur les ouvrières agricoles : le premier entre 2008-2010 financé par le Population Council et le

second en 2018-2019 avec le financement de l'OSF dans les régions du Gharb et du Saiss.

Le travail agricole au Maroc : centralité et marginalité

L'agriculture représente un secteur clé dans l'économie marocaine et génère en moyenne 14 % du Produit Intérieur Brute (PIB) soit environ 14 milliards de dirhams. L'emploi rural représente 80% de l'emploi au niveau national et l'agriculture est le premier secteur pourvoyeur de l'emploi national (4 millions d'actifs). Les femmes participent à 23,5% de l'emploi à l'échelle nationale dont 18,9% en milieu urbain et 39,9% en milieu rural (HCP, 2021). La féminisation du secteur agricole est de plus en plus manifeste dans le secteur agro-industriel (Nieto, 2012) que dans les *moquefs* qui constituent les lieux de rassemblement des ouvriers agricoles, dès les premières heures du matin, dans l'attente et l'espoir d'être sélectionnés par les employeurs (Chattou, 2019).

Cependant, les conditions de travail des femmes ouvrières restent majoritairement précaires : une faible rémunération, une absence remarquable de droits sociaux et une exposition à la violence au sein des exploitations qui les recrutent (Bouzidi et al., 2011). Les femmes constituent une force de travail perçue comme docile, peu rémunérée et objet d'exploitation (Bouzidi et al, 2011 ; Arab, 2018 ; Bossenbroek, 2019).

La précarité de ces femmes s'est exacerbée en temps de pandémie (Bouzidi, 2020). Les statistiques du HCP (2021) montrent les effets désastreux de la pandémie, conjuguée à la sécheresse qui a caractérisé l'année 2020, sur tous les secteurs économiques et sur l'emploi rural en particulier. Ainsi, plus de 432 000 emplois ont été perdus en 2020 dont 295 000 en milieu rural et 137 000 en milieu urbain (HCP, 2021). Le secteur de l'agriculture, de la forêt et de la pêche a perdu 273 000 postes au niveau national.

La perte d'emploi s'est accompagnée d'une chute de volume horaire du travail et une hausse du chômage, du sous-emploi et de l'inactivité. Le taux de chômage chez les femmes rurales est passé de 2,7% en 2019 à 3,9% en 2020 (ibid). La situation des travailleurs agricoles reste peu connue du fait de l'informalité des conditions du travail, de sa saisonnalité et de la quasi-absence de statistiques et d'études quantitatives dédiées à cette catégorie sociale indispensable pour le développement agricole et rural.

Résultats

La COVID 19 : Impacts sur le vécu des ouvrières agricoles

Le 20 mars 2020, le gouvernement marocain instaure un état d'urgence et un confinement généralisé suite à l'apparition des premiers cas confirmés de coronavirus. Dès lors, des mesures strictes ont été mises en place pour endiguer la propagation du virus : interdiction des rassemblements et des déplacements sans autorisation officielle et incitation à des règles strictes d'hygiène et de distanciation physique.

Habituellement, le circuit du travail agricole est organisé autour du *mouquef*, dérivé du mot *waqef* ou debout, qui désigne le lieu de rassemblement de la main d'œuvre agricole, debout dès 4h du matin pour attendre l'arrivée des employeurs qui les transportent vers les exploitations agricoles.

Selon les situations, le travail est journalier ou à la tâche. Dans les zones agricoles qui concentrent une main d'œuvre importante, comme Bouderbala dans la plaine du Saïss, plusieurs centaines voire des milliers d'ouvriers se rendent chaque matin au *Mouquef* dans l'ambition de

décrocher une journée de travail. Les femmes s'y rendent généralement en petit groupe d'affinité, avec des amies, des voisines ou des membres de la famille pour se protéger des agressions assez fréquentes, négocier un recrutement groupé et s'entraider au sein des exploitations. Le groupe peut représenter une forme de protection, de solidarité ou de contrôle social des jeunes filles qui travaillent accompagnées de leurs mères, tantes ou voisines.

La mise en place des restrictions sanitaires a chamboulé cette organisation du travail qui reposait sur une promiscuité importante au *Mouquef*, dans les moyens de transport et sur les lieux de travail. Les rassemblements ont été dès lors interdits et les *mouquefs* strictement contrôlés par les gendarmes et les agents d'autorité. Les véhicules de transport de la main d'œuvre, habituellement surchargés, ne devaient pas dépasser la moitié de leur capacité. L'offre du travail s'est ainsi visiblement réduite, ce qui a impacté directement les moyens de survie de ces ouvrières et des familles qui en dépendent.

« Notre situation déjà très misérable s'est aggravée avec le corona. Les agents d'autorité contrôlaient le mouquef, les agriculteurs ont limité le nombre d'ouvriers car c'est plus coûteux de transporter moins d'ouvriers dans les véhicules surtout durant cette année de sécheresse et de maladie » (Halima², veuve, 50 ans, Bouderbala).

Le salaire de l'ouvrière est habituellement utilisé pour subvenir aux besoins des enfants et des familles, pour payer le loyer, les factures d'électricité, d'eau et pour l'achat des médicaments. Plus de la moitié des 60 femmes enquêtées ont éprouvé des difficultés financières importantes

pendant la période de confinement allant de mars à juillet 2020 et ont eu du mal à subvenir aux besoins de leurs enfants. Leur pouvoir d'achat, à la base faible, s'est réduit davantage avec la fermeture des souks hebdomadaires, ce qui les astreignait à acquérir les denrées alimentaires chez les épiciers et les magasins à un prix relativement plus élevé. À cet égard, certains témoignages sont poignants :

« Les prix des produits alimentaires ont augmenté ! Je n'avais pas de quoi payer le loyer et j'étais déjà surendettée chez l'épicier. Le propriétaire de cette baraque que j'habite avec mes enfants m'a menacée de jeter mes affaires dehors ! Je n'avais pas de choix, je devais soit nourrir mes 3 enfants soit payer le loyer, l'eau et l'électricité ! Personne n'est sensible à ma situation sauf Allah...C'est la faim qui fait crever, ce n'est pas la maladie ! » (Halima, veuve, 50 ans, Bouderbala).

Un sentiment de peur et d'insécurité accompagnait la quête quotidienne du travail au *mouquef* chez la plupart des femmes interviewées.

« Je travaillais seulement un jour sur deux. Je me levais le matin avec le cœur serré et je filais au mouquef avec la peur d'être arrêtée par les agents d'autorité qui nous suivaient et parfois même frappaient pour éclater les rassemblements. Au retour du travail, j'avais encore plus peur de ramener le virus chez moi et de le transmettre à mes 4 enfants » (Ghita, 40 ans, veuve, Bouderbala).

La peur et le stress s'accroissaient avec la pression subie de la famille et de l'entourage ce qui provoque des problèmes d'ordre psychologique.

²Les prénoms des ouvrières ont été changés pour garder l'anonymat.

« À chaque soir au retour du travail, mon mari me criait dessus, il me disait pour les deux sous que tu gagnes, tu vas nous ramener le virus à la maison. C'est dur de devoir subir ça tous les jours. » (Naima, mariée, 36 ans, Dlalha, Gharb).

Les problèmes psychologiques s'étendent aux enfants des ouvrières agricoles. Ainsi, plus de 20 femmes sur les 60 interviewées ont confié que leurs enfants souffrent de maladies ou de troubles psychologiques (dépression, anxiété, violence, etc.) ou font recours à des pratiques déviantes (alcoolisme, drogue, etc.). D'après elles, la précarité et la stigmatisation sociale que vivent les enfants en particulier ceux issus de mamans célibataires rend difficile leurs conditions de vie.

Par ailleurs, le cluster enregistré en juin 2020 à Lalla Mimouna a créé une polémique sur les conditions de travail de ces femmes et les mesures de protection mises en place dans les exploitations et les unités de conditionnement de fraises. Si les gérants affirment que les masques et gels hydroalcooliques ont été mis à la disposition des ouvrières, il n'en reste pas moins que celles-ci protestent contre la négligence et le manque de contrôle durant les premiers mois de propagation de la pandémie.

« On avait beau crier pour demander d'obtenir suffisamment de masques de protection, de savon et de désinfectants... Mais en vain, les autorités ne sont intervenues que lorsque la situation a empiré à LallaMimouna" (Sanae, 28 ans, célibataire, zone côtière du Gharb).

Les informations au sujet de la contamination des 800 ouvrières à LallaMimouna ont suscité un sentiment de peur et de frustration chez les

ouvrières dans les autres régions agricoles. Tel était le cas des ouvrières de la région de Saiss qui, malgré les informations diffusées, n'avaient pas eu la possibilité d'arrêter le travail en absence d'autres alternatives pour obtenir un revenu décent pour leur survie et parfois celle de leurs familles.

« Quand nous avons entendu parler du cluster de Lalla Mimouna, nous avons eu très peur d'avoir le même sort. Avec mes amies on a décidé d'arrêter un peu mais nous n'avons pas pu dépasser 3 jours sans travail. Les factures peuvent attendre un peu mais les bouches à nourrir ne peuvent pas supporter la faim. On a eu besoin de farine et de gaz pour la cuisine. Que pouvons-nous faire sans travail ?! Je devais en plus épargner un peu d'argent pour l'achat du mouton de l'aïd pour mes enfants. Nous avons appelé le caporal³ pour demander du travail et Dieu merci aucune de nous n'a chopé le virus » (Drissia, 55 ans, divorcée, 6 enfants, Bouderbala).

Face aux difficultés financières, certaines ouvrières ont été dans l'obligation d'arrêter la scolarisation de leurs enfants pendant la période de confinement en absence de moyens d'accès à l'enseignement à distance (ordinateur, smartphone, etc.) ou encore de moyens pour payer les recharges internet. Trois étudiantes qui travaillent au *Mouquef*, pour aider leurs familles et financer leurs études, ont exprimé les problèmes d'accès à l'enseignement à distance :

« Ma famille avait plus besoin de mon travail après que ma mère ait chopé le corona. J'étais obligée de me rendre au *Mouquef* tous les jours. Je laissais mon téléphone à mes deux petits frères et sœur pour

³Personne jouant un rôle de contremaître dans les exploitations, voir Chattou (2019).

suivre leurs cours...il fallait ajouter les frais de recharge internet aux autres dépenses de la famille. J'ai dû sacrifier le dernier semestre faute de moyens ».

Si la majorité des ouvrières agricoles opèrent dans des exploitations au Maroc, d'autres tentent de décrocher un travail saisonnier dans le Sud de l'Espagne. En effet, Chaque année plusieurs milliers d'ouvrières sont sélectionnées pour des contrats de travail saisonnier dans les exploitations de fraise à Huelva au sud de l'Espagne. Ces femmes doivent remplir un nombre de critères : être âgées entre 25 et 40 ans, avoir des enfants en bas âge pour garantir leur retour au pays en fin de la campagne agricole et avoir une expérience agricole. En 2020, 7000 saisonnières (sur 16 600 sélectionnées) ont pu regagner les exploitations de production et de conditionnement de fraise à Huelva avant la fermeture des frontières. La survenue de la crise sanitaire, le confinement et la fermeture des frontières interroge la situation et le devenir de cette catégorie d'ouvrières agricoles. Les entretiens avec 10 saisonnières de retour de Huelva mettent l'accent sur leur souffrance pendant leur séjour en Espagne.

« J'ai vécu le début de la pandémie et la période de confinement dans les fermes de fraises à Huelva en Espagne. C'était horrible le sentiment de peur de mourir en Espagne loin de mes filles et ma famille. J'avais plus peur pour mes filles très jeunes laissées derrière moi au Maroc. Je leur parlais tous les jours et j'avais peur de ne jamais pouvoir rejoindre le bled. La peur s'est accentuée avec la fermeture des frontières. Pourtant on continuait à exercer notre travail pénible avec l'obligation de désinfection, de lavage des mains et le port du masque toute la journée. Au retour le soir on ne parlait que de la situation du Corona au Maroc. Nous avons continué le travail jusqu'en mois de juin lorsque

toutes les unités ont été arrêtées mais sans avoir de nouvelles sur notre devenir et sur la possibilité de rentrer au Maroc. Les médias ne parlent que des statistiques de la maladie mais pas de la situation des Marocains bloqués en Europe et jamais de nous. Je pleurais tout le temps, l'odeur de mes enfants, de mon pays me manquaient surtout à l'approche de l'aid Ikbir. Nous sommes restées comme ça à attendre jusqu'au 15 juillet où l'espoir a repris avec le démarrage des tests de corona pour le retour au Maroc » (Khadija, 37 ans, mariée, Ain Felfel, Gharb)

Au retour au Maroc, Khadija a repris le travail dans les exploitations de fraises dans le Gharb avant d'être de nouveau sélectionnée pour regagner les exploitations de Huelva en Espagne durant le mois de novembre 2020. Le travail demeure vital pour ces saisonnières et leurs familles.



Photo 2. Ouvrières agricoles quittant les exploitations de fraises vers le camion de transport, région du Gharb (photo de Z.Bouzidi, 2018)

Stratégies d'adaptation

Les restrictions imposées pendant la pandémie sur les rassemblements dans les *Mouquefs* et au niveau des véhicules de transport ont été compensées par de nombreuses stratégies d'adaptation. Les transporteurs se sont mis à chercher les ouvrières directement dans les villages au lieu du *Mouquef*. Certains ont confié qu'ils étaient parfois obligés de contourner les routes pour éviter les points de contrôle ou encore ne pas déclarer l'effectif réel des ouvriers aux gendarmes.

Les ouvrières qui avaient leurs réseaux de connaissances auprès des caporaux, des employeurs, etc. recevaient des appels téléphoniques pour travailler. C'est ainsi que celles-ci ont pu garantir des journées de travail pendant toute la période de confinement sans être obligées de se rendre quotidiennement au *Mouquef* et s'exposer au contrôle des autorités. Par peur de contamination dans les moyens de transports, certaines ouvrières préféraient se rendre dans les exploitations à proximité de leur lieu d'habitat. Les autres ouvrières ont continué à se rendre au *Mouquef* en restant vigilantes aux mesures imposées par les autorités.

Les femmes les plus âgées déploraient la priorité donnée aux jeunes filles pour les recrutements sur le *Mouquef*.

« Regardez comment ces filles s'habillent, se maquillent ! Elles portent des collants moulants et des tabliers serrés et ouverts. Les employeurs ne veulent plus de vieilles femmes comme moi. Il m'arrive d'attendre plusieurs heures au mouquef pour revenir bredouille en fin de journée ! Les plus jeunes ont toutes des téléphones et reçoivent des appels mais pas nous ! » (Rquia, 58 ans, mariée, Ain Taoujdat)

En reconnaissant le harcèlement et la drague auxquels elles peuvent être exposées, les jeunes filles soulignent la sélectivité du recrutement en faveur des plus jeunes perçues comme plus dynamiques et plus énergiques notamment si celles-ci sont plus attirantes physiquement et acceptent parfois les avances des caporaux et des employeurs. Les femmes les plus âgées ont plus de chance si elles sont déjà connues en termes de performances et d'expérience par le recruteur. La négociation du prix journalier oriente parfois le choix vers celles qui acceptent plus facilement ce qu'on leur propose comme offre surtout en situation de crise ou celles qui peuvent ramener un groupe d'ouvrières qui acceptent de travailler sous les mêmes conditions.

En outre, si la majorité des ouvrières ont continué à travailler pendant la crise sanitaire, certaines ont arrêté sous l'incitation de leurs proches. C'est le cas de Chama (50 ans, célibataire, Bouderbala) et ses sœurs qui ont été interdites de travailler par leur frère vivant en Espagne.

« Mon frère qui travaille en Espagne depuis 3 ans nous a contraint de jurer d'arrêter le travail au Mouquef pendant le corona. Il nous envoyait des mandats mensuels pour toute la famille constituée de plus de douze personnes. Il était hors de question d'exposer ses sœurs aînées qui l'ont élevé au risque de contamination et de mort alors qu'il pouvait encore bosser pour nous ».

Aux réseaux de solidarité familiale s'ajoutait le soutien des associations et des bienfaiteurs qui se sont multipliés notamment pendant la période de Ramadan et de l'Aïd. Ainsi, sur les 60 femmes interviewées 28 femmes ont bénéficié des paniers alimentaires distribués aux familles nécessiteuses. 6 parmi elles ont reçu des moutons pour la fête de l'aïd. De même, les aides publiques prévues dans le cadre de la caisse de lutte contre le corona virus, ont permis à 14 femmes de bénéficier de l'aide réservé au secteur informel

pour 6 femmes et aux familles disposant du RAMED pour 8 femmes. Le montant de l'aide prévue sur trois mois varie entre 800 à 1200 dh en fonction de la taille du ménage.

« Dieu merci, j'ai pu traverser la période de confinement grâce à l'aide des bienfaiteurs qui m'ont fourni les paniers de produits alimentaires pendant le Ramadan et l'Aïd. Mon frère m'a acheté le mouton de l'Aïd et j'ai reçu grâce au RAMED une aide de 1000 dh trois fois. J'ai aussi utilisé la bourse de ma fille en première année à la fac pour les dépenses de la famille. Avec l'aide de l'État, j'ai payé le loyer, les factures, j'ai acheté des vêtements pour mes 2 filles et des achats pour l'Aïd » (Aïcha, 40 ans, divorcée, 2 filles, Sebaa Ayoun).

Il n'en demeure pas moins que la plupart des ouvrières rencontrées déplorent le manque d'accès aux aides n'étant pas en possession de la carte RAMED ou CNSS. Aucune femme interviewée n'a été affiliée au CNSS et seulement 8 parmi elles (4 mariées, 2 veuves et 2 divorcées) disposaient du RAMED elles-mêmes ou à travers leurs maris. La plupart des ouvrières regrettent la répartition inégale des aides pendant la période de confinement qui a exclu beaucoup de femmes nécessiteuses, notamment les mamans célibataires. Face au manque de moyens pour régler le loyer et les charges d'électricité, d'eau etc., certaines ouvrières ont été obligées de se tourner vers la pluriactivité en développant quelques activités alternatives génératrices de revenus (vente de l'eau de javel, vente du pain et des galettes pendant le ramadan, ménage) ou à prendre des crédits auprès de membres de la famille, des épiciers, etc.

« Avant le Corona, je travaillais à la tâche jusqu'à 150-200 dh la journée. Avec le Corona, j'étais obligée de travailler à la journée à 70 dh et comme je n'avais pas d'amis caporaux, il était difficile de garantir le travail chaque jour. Je m'occupe de ma mère malade et de

ses médicaments. Je me suis noyée de crédit pour les produits alimentaires chez l'épicier, le loyer, l'électricité. Ça fait plus de 20 ans que je travaille au Mouquef et ma situation et mon moral vont de pire en pire » (Mina, 49 ans, divorcée, Sebaa Ayoun).

La prostitution est une activité économique assez présente en milieu du salariat agricole. Dans certains cas cette activité est mobilisée comme une stratégie pour négocier le travail agricole et ses conditions. Le travail agricole, procure l'anonymat à des femmes en provenance de plusieurs régions du Maroc, permet de se créer une légitimité et une identification à ces femmes qui ne se définissent jamais comme prostituées mais plutôt comme ouvrières agricoles. La prostitution, a continué même en période de crise à permettre à certaines ouvrières, notamment les mamans célibataires, à vivoter avec leurs enfants malgré la forte stigmatisation qui les entourent.

« Après le décès de ma mère, ma belle-mère me traitait comme une bonne et j'ai fugué à 15 ans à Casablanca où j'ai travaillé dans la prostitution. J'ai accouché d'un garçon et ensuite j'ai rejoint une amie à Bouderbala qui travaillait dans le mouquef et dans la prostitution. Ici il y a beaucoup de mamans célibataires et de prostituées, j'ai senti plus de respect ici qu'ailleurs. Je travaille des fois dans le mouquef mais souvent comme serveuse au café (sauf pendant le confinement) ou dans la prostitution pour subvenir aux besoins de mon fils et acheter mes cigarettes ! » (Khawla, 22 ans, Bouderbala).

La stigmatisation des ouvrières agricoles les astreint à développer de nombreuses stratégies pour se créer une légitimité (Bossenbroek, 2019) et faire face à un environnement social écrasant. Les ouvrières portent habituellement un voile opaque et épais qui couvre leur visage avec une

casquette au dessus laissant entrevoir discrètement leur yeux et regard vide (Bouzidi et Arab, 2020). Elles se qualifient ainsi et sont connues sous le surnom de « femmes ninjas ». Le voile présente une protection contre les pesticides et le soleil mais aussi une protection contre les regards stigmatisants qui tendent à assimiler les ouvrières à des prostituées ou des femmes de mœurs légères (ibid). À travers le voile certaines ouvrières cherchent à ne pas se faire reconnaître. Ainsi, nous avons constaté que de nombreuses travailleuses utilisent un surnom pour ne pas afficher leur vraie identité et garantir une mobilité entre les zones agricoles en préservant l'anonymat

Enfin, d'autres ouvrières ont déclaré avoir épuisé leur modeste épargne ou encore vendu leur petit élevage (poules ou brebis) pour payer les dépenses du mois ou encore ont cherché refuge auprès de leurs familles dans leurs régions d'origine.

Discussion et conclusion

Travail essentiel pour des travailleuses et travailleurs essentiels

En dépit de la réduction des offres de travail et des risques de contamination avérés, la plupart des ouvrières ont continué à travailler pour survivre et nourrir leurs familles. Pour beaucoup d'ouvrières, l'avant et l'après corona ne change rien à leur situation précaire.

« Avec ou sans Corona, je suis obligée de travailler sinon je crève de faim » (Fatiha, 55 ans).

Le rêve d'être sélectionnée pour travailler en Espagne continue malgré les informations d'agressions dans les exploitations d'Huelva et le risque de fermeture des frontières aériennes et maritimes.

« Mon mari a été très réticent à l'idée que je reparte en Espagne surtout avec les rumeurs d'une deuxième période de confinement et la fermeture de frontières. Il avait peur que je reste bloquée comme la dernière fois. Mais j'ai réussi à le convaincre que c'est le seul moyen pour garantir une bonne somme d'argent pour notre futur et pour nos enfants » (Khadija, 37 ans, Ain felfel, Gharb).

Le travail agricole est essentiel pour cette population particulièrement précaire et ne disposant pas d'autres alternatives. Mais on oublie souvent que ces travailleurs sont aussi essentiels pour le maintien de l'activité agricole et de nos approvisionnements alimentaires (Arab et Bouzidi , 2020). La crise sanitaire a révélé la centralité des ouvriers agricoles comme « travailleurs essentiels » pour garantir la sécurité alimentaire.

En Europe, la crise sanitaire a révélé l'importance de la main d'œuvre étrangère dans les systèmes de production alimentaires. De nombreux pays européens ont dû faire modifier les restrictions de transport aérien et maritime pour sauver les campagnes agricoles en faisant venir une main d'œuvre étrangère pendant la période de confinement. Tel est le cas du Royaume-Uni où d'ordinaire plus de 90% des saisonniers agricoles sont d'origine étrangère.

Dans ce contexte où la production intensive impose « d'importer des femmes pour exporter des fraises » (Hellio,2008), il convient de reconsidérer les conditions de travail, les droits sociaux et le « coût amer » des fruits et légumes (Arab et Bouzidi, 2020) qui ornent les rayons des super-marchés européens. La situation des travailleuses et travailleurs

agricoles au Maroc ou en Europe rappelle le constat de l'anthropologue Américain David Graeber dans son ouvrage *Bullshit jobs* (2018) selon lequel les emplois les plus utiles pour la société sont les moins rémunérés et les moins reconnus.

Repenser la place des travailleuses agricoles dans les politiques publiques

La crise sanitaire a accentué le combat quotidien des ouvrières agricoles dans les exploitations agricoles, le mouquet, les moyens de transport, les unités de conditionnement, etc. La majorité de ces ouvrières ne disposent d'aucune couverture sociale et sont exposées au quotidien à de multiples risques : accidents de travail, contamination, viol et harcèlement. Le monde du mouquet continue tout de même à abriter une population vulnérable (mamans célibataires, prostituées, femmes abandonnées par leur conjoints) et à leur procurer l'anonymat et le gagne-pain. Le coronavirus a révélé la vulnérabilité de cette catégorie sociale mais aussi sa capacité de résilience permise essentiellement par la mobilisation des différents réseaux de solidarité (famille, bienfaiteurs, associations, etc.) qui se sont activés pendant cette crise.

L'organisation des circuits de travail agricole s'impose plus que jamais avec le contexte de crise qui invite à repenser les conditions de travail des femmes, leurs accès à l'assurance et à la sécurité sociale et leur protection contre toutes formes d'agression. De plus, au Maroc le salaire minimum agricole (SMAG) reste inférieur au SMIG.

Si la formalisation du salariat agricole majoritairement saisonnier et journalier semble difficile à mettre en œuvre, la reconnaissance des droits

des travailleurs s'impose comme l'a soulevé le contexte de la crise sanitaire.

En septembre 2020, le gouvernement affiche l'intention de généraliser la couverture sociale à travers une généralisation de l'Assurance maladie obligatoire (AMO). Celle-ci ne couvrait que 7 millions personnes déclarées dans le privé (CNSS) et 3 millions dans le public couvert à travers la Caisse Nationale des Organismes de Prévoyance Sociale (CNOPS). Le passage d'un système d'assistance médicale (RAMED) à une assurance de maladie obligatoire doit inclure en priorité les catégories sociales les plus démunies comme c'est le cas des ouvrières agricoles et des mamans célibataires et leurs enfants. Lorsque les enfants n'ont pas de documents officiels, ils se retrouvent sans scolarité, sans avenir, sans aide et exposés à la délinquance, à la stigmatisation et à des problèmes psychologiques. Le contrôle de la chaîne du travail dans son intégralité et du respect des gestes barrières et des mesures d'hygiène s'impose notamment dans les grandes unités de production et de conditionnement de fruits et légumes qui concentrent un effectif important de main d'œuvre (Bouzidi, 2020). Les conditions de transport et de travail doivent être drastiquement contrôlées et reconsidérées comme nous l'as rappelé la crise sanitaire.

Références

Arab C, Bouzidi Z, 2020. [Le coût amer des fruits : la galère des ouvrières au Maroc et en Espagne face au Covid-19](#). *The conversation*, 10 juin.

Arab C, 2018. *Dames de fraises, doigts de fée, les invisibles de la migration saisonnière marocaine en Espagne*. En toutes lettres, Casablanca.

Bellarbi, 2020. [Coronavirus à LallaMimouna: les responsables des unités incriminées seront poursuivis](#). *Le 360*, édition du 22 juillet.

Bossenbroek L, 2019. [Les ouvrières agricoles dans le Saïss au Maroc, actrices de changements sociaux ?](#) *Alternatives Rurales*, 7.

Bouzidi Z, Arab C, 2020. [Le combat des ouvrières agricoles au Maroc et en Espagne face au coronavirus](#). *Site Yabiladi*, 15 mai.

Bouzidi Z, El Nour S, Moumen W, 2011. [Le travail des femmes dans le secteur agricole: Entre précarité et empowerment. Cas de trois régions en Egypte, au Maroc et en Tunisie](#). *Gender and Work in the MENA Region Working Paper no. 22*. Cairo: Population Council

Bouzidi Z, 2020. [Covid-19 chez les ouvrières agricoles: l'éclairage de Zhour Bouzidi](#). Site Medias24.

Chattou Z, 2019. [La gestion « caporaliste » du travail salarié agricole dans l'agriculture capitaliste au Maroc](#). *Alternatives Rurales*, 7.

Graeber D, 2018. *Bullshit Jobs: A Theory*. Editions Les Liens qui Libèrent.

Hellio E, 2008. [Importer des femmes pour exporter des fraises \(Huelva\)](#). *Etudes rurales*, Paris: Éditions de l'École pratique des hautes études.

Nieto JM, 2012. «*Faut-il des mains de femmes pour cueillir les fraises ?*» *Dynamique de la gestion de la main-d'oeuvre et du travail dans le secteur fraisier du périmètre irrigué du Loukkos (Maroc)*. Les Etudes et Essais du Centre Jacques Berque N° 11 – Décembre (Rabat – Maroc).

Saih Y, 2020. [Coronavirus/Maroc: Les dessous du scandale sanitaire de Lalla Mimouna](#). Site *Hespress*, 19 juin.